



Communiqué de presse du G9 : Austérité, mensonges, contrevérités

Mardi 15 juillet, le 1^{er} ministre, M. Bayrou, a annoncé les mesures que son gouvernement entend prendre pour économiser 43,8 milliards d'euros dans le budget 2026 par réduction des dépenses publiques et des budgets sociaux.

Nos 9 organisations sont totalement opposées à ces mesures et notamment :

- À toute proposition « d'année blanche » et de gel des pensions.
- À la suppression de l'abattement fiscal de 10%, remplacé par une déduction fixe de 2000 € pour le calcul de l'impôt sur le revenu et à tout blocage des barèmes, ce qui augmenterait l'IR et la CSG, en particulier des plus bas revenus.
- Au doublement du plafond des franchises médicales qui passeraient de 50 à 100 €.
- À la remise en cause partielle des ALD qui concerne en majorité les personnes âgées.
- À la suppression de 2 jours fériés pour les actif·ves.

Autant de mesures dont les premières victimes seront les travailleuses et les travailleurs, à commencer par les retraité·es.

Nous n'accepterions pas non plus :

- De nouvelles exonérations de cotisations sociales et l'instauration d'une TVA dite abusivement « sociale ».
- Des régressions des droits familiaux et conjugaux (pensions de réversion).
- Toute autre mesure qui diminuerait le pouvoir d'achat des retraité·es.

Les retraité·es ont déjà donné avec les pertes de pouvoir d'achat cumulées depuis 2012.

On nous demande maintenant d'accepter des économies de plusieurs milliards d'euros alors que notre système de santé est moribond et que des personnes âgées et pas seulement, ne recourent plus aux soins prescrits, faute de moyens.

Alors que le gouvernement prévoit le non-remplacement d'1 fonctionnaire sur 3, nous exigeons aussi que les moyens soient donnés pour permettre un bon fonctionnement des services publics (en particulier le système de santé) sur l'ensemble du territoire.

Nous exigeons une loi de programmation et de financement de la perte d'autonomie qui est d'ailleurs prévue par la loi.

Au moment où nous commémorons le 80^e anniversaire de la Sécu, fondée sur la solidarité, et financée par les cotisations sociales, nous rappellerons nos propositions pour son renforcement et son élargissement. Nous refusons les 5 milliards d'économies sur la santé prévus par le gouvernement qui vont augmenter les restes à charge.

D'autres solutions sont possibles, fondées sur une progression des recettes, en particulier par la suppression des exemptions de cotisations sociales consenties aux employeurs, l'égalité salariale effective femmes/hommes, l'augmentation des salaires et des pensions, la lutte contre le chômage des jeunes et des seniors, la taxation des revenus du patrimoine des ultra-riches ...

La question majeure du financement reste et nécessite des réponses à hauteur des besoins des retraité·es et de l'ensemble de la population. La sécurité sociale ne souffre pas de trop de dépenses mais d'un réel manque de recettes.

C'est pourquoi nos 9 organisations appellent d'ores et déjà l'ensemble des retraité·es à la mobilisation au courant du mois d'octobre.

Cathy Cau (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)

Paul Barbier (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)

Laurence Naudin (UNAR-CFTC, 45 rue de la Procession, 75015 Paris)

Yvon Le Goffic (UNIRetraités CFE-CGC, 59 rue du Rocher, 75008 Paris)

Marie-Laurence Moros (FSU, 22 rue de la Malmaison 93 170 Bagnolet)

Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris)

Jacques Brillet (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)

Roger Perret (Ensemble & Solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)

Bernard Serra (LSR, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil)